



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET PARTICULIERES  
(CCAP)**

**UCANSS\_25/PA/26**

**CONCEPTION ET REALISATION DES RAPPORTS ANNUELS DE  
L'UCANSS ET AUTRES SUPPORTS EDITORIAUX**



## **ARTICLE 1 – OBJET, ALLOTISSEMENT, PROCEDURE, FORME ET CADRE JURIDIQUE DU MARCHÉ**

### **1.1. Objet**

Le présent marché a pour objet les prestations suivantes :

- La conception éditoriale et artistique du rapport annuel d'activités de l'UCANSS ;
- Le conseil éditorial et/ou la réalisation graphique et le maquettage d'autres supports éditoriaux.

### **1.2. Allotissement**

En application de l'article L. 2113-11-2 du Code de la commande publique, les prestations n'étant pas distinctes et ayant une cohérence en termes de projet, celles-ci ne sont pas alloties.

Les prestations ayant une cohérence en termes créatifs, celles-ci ne sont pas alloties compte tenu :

- de la nécessité pour l'agence retenue d'avoir une vision globale des rapports d'activités et autres outils de communication de l'UCANSS afin de faire jouer les synergies ;
- de la volonté d'établir avec le prestataire une collaboration basée sur l'écoute, les échanges, la construction pérenne et la mise en place d'un véritable « partenariat » ;
- de la configuration du marché des agences créatives, nécessitant que les prestations de conseil, de conception, de rédaction et de création soient intégrées au sein des agences créatives et non pas réparties sur plusieurs catégories d'agences ;
- du contexte économique difficile vécu ces 2 dernières années, faisant que les agences ont rationalisé leurs ressources et leurs investissements et sont donc très sélectives sur les procédures de marchés pour lesquelles elles se portent candidates.

### **1.3. Procédure, forme et cadre juridique du marché**

La procédure de consultation utilisée est la procédure adaptée, en application des dispositions des articles L 2123-1-1° et R 2123-1-3 du Code de la commande publique.

La technique d'achat choisie est l'accord-cadre mono-attributaire au sens de l'article L 2125-1-1° du Code de la commande publique. Le présent marché est un accord-cadre est à bons de commande en application des articles R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il est conclu, conformément à l'article R. 2162-4-1° du Code de la commande publique. Le montant estimatif du marché est de 100 000 € HT sur sa durée globale (reconductions comprises) ; le montant maximum est quant à lui de 140 000 € HT sur sa durée globale (reconductions comprises).

Cet accord-cadre mono-attributaire consiste :

- dans une première phase, en la sélection du Titulaire retenu ;
- dans une seconde phase : en la notification de bons de commande auprès du Titulaire retenu par la DIRCOM lors de la survenance de ses besoins tels que définis au CCTP.

L'UCANSS conclut ce marché en application des dispositions de l'article L 124-4 du Code de la Sécurité sociale, du Code de la commande publique issu de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale.

## **ARTICLE 2 – DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES**

Les parties contractantes sont :

- le pouvoir adjudicateur :

**L'Union des Caisses Nationales de Sécurité Sociale (UCANSS)**  
**Immeuble « Le Digital »**  
**6 rue Elsa Triolet**  
**93100 MONTREUIL**

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la directrice de l'UCANSS, Madame Isabelle BERTIN ou, en son absence ou empêchement, la personne habilitée à la remplacer, le Directeur Délégué, Monsieur Jean-Charles GILLET.

- l'entreprise titulaire de l'accord-cadre désignée dans le présent C.C.A.P par l'expression « le Titulaire » ou le « Prestataire ».

## **ARTICLE 3 – DURÉE DE L'ACCORD-CADRE**

### **3.1 Durée de l'accord-cadre**

Cet accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter du 14 décembre 2025 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure. La date de notification correspond à la date de notification matérialisée par la date de réception électronique de l'ATTRI 1 signé par les deux parties.

A la date anniversaire, il pourra être reconduit trois fois pour une nouvelle durée d'un an par tacite reconduction. Dans la mesure où l'UCANSS ne souhaiterait pas reconduire l'accord-cadre, elle devra en informer le Titulaire retenu, par lettre recommandée avec accusé de réception deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

La durée maximale du marché, périodes de reconductions comprises, ne pourra pas dépasser 4 ans.

Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.



### 3.2 Notification des bons de commandes

Au fur et à mesure de ses besoins, l'UCANSS lancera des consultations puis émettra des bons de commande auprès du titulaire retenu.

Les bons de commande ne pourront être conclus ou émis que durant la période de validité l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, conformément à l'article R 2162-5 du Code de la commande publique.

Aucun bon de commande ne pourra être envoyé après la date d'expiration de l'accord-cadre.

La durée d'exécution maximale des bons de commande ne pourra excéder trois mois à compter de la date de fin d'exécution de l'accord-cadre.

## ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES

L'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'ATTR1, et son annexe I : le tableau d'offre de prix ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), accepté sans condition, dont l'exemplaire unique conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), accepté sans condition, dont l'exemplaire unique conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G.- P.I.) issu de l'arrêté du 30 mars 2021.
- le cadre de réponse technique du titulaire après négociations.

Les dérogations au C.C.A.G.-P.I., sont précisées dans le dernier article du présent C.C.A.P.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution de l'accord-cadre, n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

## ARTICLE 5 - MODALITÉS D'ORGANISATION DU PROJET

### 5.1. Mise en place du projet et du calendrier

Dans les 15 jours calendaires qui suivent la notification de l'accord-cadre, le Titulaire organise une réunion de lancement (à l'Ucanss ou en visio-conférence), préparatoire à la mise en œuvre des prestations avec les représentants de l'UCANSS.

A cette occasion, l'UCANSS rappellera les modalités d'organisation du projet et les parties s'accorderont sur le calendrier précis d'exécution de la mission et des délais d'exécution des prestations.

Lors de cette réunion, seront notamment évoquées :

- l'organisation du Titulaire ainsi que le ou les interlocuteurs en charge du suivi de l'exécution de l'accord-cadre ;
- les caractéristiques des prestations ;
- les procédures liées à la commande ;
- les modalités de restitution des « reporting ».

## **5.2. Organisation du projet au niveau de l'UCANSS**

La structure du pilotage est définie au point 2.3 du C.C.T.P.

## **5.3. Organisation du projet au niveau du titulaire**

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne un chef de projet pour piloter et coordonner le projet. Ce chef de projet aura la responsabilité de centraliser la mission auprès de l'UCANSS.

La bonne exécution des prestations dépendant du chef de projet qui se trouve nommément désigné, l'UCANSS peut demander, à tout moment, sur décision motivée le remplacement de celui-ci. Le titulaire doit alors procéder à son remplacement dans un délai de 3 jours calendaires à compter de la date de prise de décision.

Sauf cas de force majeure, en cas de changement du chef de projet, le titulaire en informe l'UCANSS avant cessation de ses fonctions moyennant un préavis de quinze jours.

Tout remplacement du chef de projet s'effectue à compétence équivalente ou supérieure. La notion d'équivalence inclut l'expérience dans le domaine concerné. Le remplacement du chef de projet ne pourra avoir lieu qu'avec l'accord express de l'UCANSS.

## **5.4. Statut du personnel du titulaire**

Le titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnels extérieurs qu'il estime devoir rémunérer, dans le cadre du présent accord-cadre.

Il est expressément entendu que les agents du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...) et demeurent placés sous son autorité même si les interventions sont exécutées sur le site de l'UCANSS.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du titulaire.

### **5.5. Remplacement du personnel affecté à la réalisation de la prestation**

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution des prestations. Ainsi les prix et les délais d'exécution ne peuvent être modifiés.

En cas d'indisponibilité, d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le titulaire doit impérativement et immédiatement en aviser l'UCANSS et prendre toutes les dispositions nécessaires pour le remplacer afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

### **5.6. Modalités de réalisation des prestations**

Chaque prestation à réaliser fera l'objet d'un bon de commande.

Chaque bon de commande lancé auprès du Titulaire retenu précisera :

- l'identité du pouvoir adjudicateur ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la prestation attendue / le(s) livrable(s) associé(s) ;
- le délai de réalisation de la prestation ;
- le montant total HT et TTC de la prestation ;
- le taux et le montant de la TVA.

## **ARTICLE 6 - VALIDATION DES PRESTATIONS**

Les prestations attendues et livrables associés sont définis au C.C.T.P.

### **6.1. Opérations de vérifications et d'admission des livrables**

Le titulaire remettra à l'UCANSS pour validation les livrables définis pour chacune des prestations.

Dans le cadre de l'exécution des bons de commande, l'UCANSS procédera à la vérification quantitative et qualitative des prestations afin de constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Par dérogation aux articles 26.2 et 27.1 du C.C.A.G-P.I., l'UCANSS dispose d'un délai de 10 jours pour procéder aux vérifications des prestations attendues et notifier sa décision quant à leur admission.

Par dérogation, aux articles 27.2 et 27.3 du C.C.A.G-P.I., les délais impartis au titulaire sont de 3 jours.

À l'issue des opérations de vérification, l'UCANSS prendra une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

**La validation emporte transfert de propriété de l'ensemble des travaux rendus.**

## **6.2. Vérification périodique de l'exécution des prestations**

Tout au long de l'exécution de sa prestation, le titulaire de l'accord-cadre participera et rendra compte de l'avancée de ses travaux au Chef de projet de la Direction de la communication de l'UCANSS.

## **ARTICLE 7 - LES PRIX**

### **7.1 Forme et contenu des prix**

Les prestations et livrables objet du marché seront réglés par application des prix unitaires et forfaitaires indiqués dans le tableau d'offre de prix annexé à l'acte d'engagement (ATTR11) de l'accord cadre.

Les prix stipulés en euros sont ceux figurant dans le Tableau d'Offre de Prix. Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois M0 : mois de remise des offres.

Le taux de T.V.A. en vigueur est celui à la date du fait générateur.

Les prix sont fermes et définitifs au titre de la première année.

Les prix comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution de sa prestation. Ils incluent notamment les frais de livraison des livrables, les réunions, les communications téléphoniques émanant du personnel du titulaire et d'une manière plus générale tous les frais occasionnés pour une exécution complète et soignée des prestations.

### **7.2 Révision des prix**

Les prix sont révisables chaque année à la date anniversaire de la notification du marché par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P0 (0,2 + 0,8 S/S0)$$

P = Prix révisé ;

P0 = Prix indiqué dans le Tableau d'Offre de Prix ;

S0 = indice Syntec du mois M0 correspondant au mois de remise des offres, publié au BOCCRF ;

S = indice Syntec du mois au cours duquel la révision des prix sera appliquée. Cet indice est publié par la Fédération professionnelle SYNTEC.

Les prix résultant de la révision seront appliqués à compter du premier jour du mois suivant celui de la révision. La révision s'applique à la hausse comme à la baisse.

Pour le coefficient de la formule de variation, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut),
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Dans le cas où l'indice SYNTEC viendrait à disparaître, l'UCANSS et le titulaire se mettraient d'accord pour lui substituer un autre Indice, sans qu'il puisse en résulter ouverture d'un droit à indemnité de part ou d'autre.

### 7.3. Frais de déplacement

Les prix rémunèrent l'intégralité des prestations et obligations du Titulaire.

En cas de déplacements notamment pour la tenue de réunions, les frais de déplacement des intervenants seront pris en charge sur justificatif dans les conditions prévues au protocole d'accord du 23 juillet 2015 relatif aux frais de déplacement des salariés des organismes du Régime général de Sécurité sociale.

#### Frais de transport

Les frais de transport par voie ferroviaire sont pris en charge sur la base du tarif 2ème classe.

Les frais de transport par voie aérienne sont pris en charge sur la base de la classe la plus économique.

#### Indemnité forfaitaire de frais de repas

Le montant de l'indemnité forfaitaire de frais de repas est fixé à 29,50 €.

#### Les limites de remboursement des frais de découcher sont fixées à :

- 149,86 € par nuitée pour un découcher en zone 1 (Paris intra-muros) ;
- 136,25 € par nuitée pour un découcher en zone 2 (Départements d'outre-mer et départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) ;
- 115,80 € par nuitée pour un découcher en zone 3 (destination autre que les départements correspondant aux zones 1 et 2).

Par ailleurs, le texte prévoit qu'en l'absence de présentation de pièces justificatives, le remboursement s'effectue sur une base forfaitaire, dont le montant correspond au double de celui de l'indemnité forfaitaire de frais de repas. Cette indemnité est donc portée à 59 €.

Ces données sont présentées à titre indicatif et peuvent évoluer.

En cas de force majeure, ou de circonstances exceptionnelles, telles que les grèves des transports, le Titulaire sera autorisé à se déplacer en véhicule personnel et sera remboursé sur la base d'indemnités kilométriques.

En application de l'article 7 du protocole d'accord du 23 juillet 2015 précité, les montants des indemnités kilométriques remboursées sont fixés jusqu'à 10 000 kms :

- 5 CV fiscaux et moins : 0,77 € / km ;



- 6 CV fiscaux et plus : 0,89 € / km.

Les tickets de métro, bus, RER, tramway, resteront à la charge du Titulaire.

## **ARTICLE 8 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

Chaque prestation remise et validée donnera lieu à paiement.

### **8.1. Présentation des demandes de paiement**

Les factures sont émises par le titulaire une fois la réception des prestations commandées intervenue dans les conditions prévues à l'article « Vérification et réception des prestations » du présent C.C.A.P.

Outre les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande ;
- l'intitulé précis et le détail des prestations et livrables réalisés ;
- le montant H.T et TTC des prestations ;
- le numéro d'identification de TVA du titulaire ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- la date de facturation ;
- La date d'échéance du règlement.

La première facture devra être accompagnée d'un RIB ou d'un RIP original.

### **8.2. Modalités de paiement**

Les factures sont transmises via le service de dématérialisation des factures Chorus Pro.

Le titulaire a le choix entre trois modes de transmission des factures :

1. Mode portail : le titulaire peut utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> afin de :
  - Déposer ses factures sur le portail ;
  - Saisir directement ses factures.
2. Mode service ou API (Application Programming Interface)  
Chorus pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de la facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro tel que le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.
3. Mode EDI (Échange de données informatisées).  
Le titulaire peut envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur

de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Les factures dématérialisées comportent impérativement les références de l'accord-cadre, du bon de commande et le numéro SIRET de l'organisme bénéficiaire émetteur du bon de commande.

### **8.3. Délai global de paiement**

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture correspondant à chacune des prestations.

Conformément à l'article L 2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R 2192-31 à 36 du Code de la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1<sup>er</sup> jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit pour cent.

En application de l'article R 2192-36 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés au Titulaire dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Le mode de règlement est le virement.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est la Directrice de l'UCANSS.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur comptable et financier de l'UCANSS.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'Acte d'Engagement (ATTRI 1).

## **ARTICLE 9 - RETENUE DE GARANTIE**

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

## **ARTICLE 10 – PENALITES DE RETARD**

### **10.1. Retard imputable au titulaire**

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-P.I., en cas de dépassement des délais d'exécution fixés lors de la réunion de lancement et visés dans les bons de commande, le titulaire encourt,



sans mise en demeure préalable des pénalités de retard qui seront calculées suivant la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité journalière de retard.

V = le montant (hors T.V.A.) forfaitaire total de la prestation concernée, y compris dans l'hypothèse où le retard ne concernerait qu'une partie de ladite prestation.

R = le nombre de jours calendaires de retard arrêté par l'UCANSS.

Le montant des pénalités de retard s'impute sur le règlement de la facture adressée par le titulaire au pouvoir adjudicateur.

### 10.2. Retard imputable à l'UCANSS

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'UCANSS, les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Le retard imputable à l'UCANSS, sera constaté dans une attestation établie par l'Ordonnateur de l'UCANSS, laquelle :

- indiquera la cause faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel et reconnaîtra que le retard lui est imputable ;
- définira la durée de la prolongation du délai contractuel nécessaire.

### 10.3. Pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par l'UCANSS au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre du marché est égal à 500 € par manquement.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du Code du travail.

### 10.4. Méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles

En cas de non-respect des obligations découlant de la réglementation en matière de protection des données personnelles et conformément aux éléments indiqués dans l'annexe du présent document complété en cours d'exécution, une pénalité forfaitaire de 5 000 € est appliquée et la CNIL notifiée.

## **ARTICLE 11 - AVANCE ET ACOMPTE**

### **11.1 Demande d'avance**

L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#), le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, selon un rythme et des modalités fixées par les clauses du marché par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Dans le silence du marché, le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute :

1° Pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché ;

2° Pour les avances supérieures à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, à la première demande de paiement.

Lorsque le montant de l'avance est inférieur à 80 % du montant toutes taxes comprises du marché, son remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Dans les autres cas, dans le silence du marché, l'avance est intégralement remboursée lorsque le montant toutes taxes comprises des prestations exécutées atteint le montant de l'avance accordée.

### **11.2. Demande d'acompte**

Le régime des acomptes est régi par les dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.



Le titulaire peut présenter tous les trois mois, une demande d'acompte correspondant à la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

A cet effet, le titulaire fait parvenir à l'Ucanss une demande d'acompte précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution de l'accord-cadre, accompagnée d'une documentation justifiant de l'état d'avancement des prestations (comptes-rendus, liste des livrables, validations intermédiaires...).

Le titulaire doit mentionner sur ses demandes d'acompte :

- le numéro de l'accord-cadre ;
- l'objet de l'accord-cadre ;
- les prestations et les livrables ou partie des livrables concernés par les acomptes ;
- le numéro du bon de commande correspondant.

Les demandes d'acompte sont adressées au Service des ressources budgétaires de l'UCANSS.

## **ARTICLE 12 – MODIFICATIONS DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **12.1. Clause de réexamen**

Conformément aux dispositions de l'article R 2194-7 du Code de la Commande Publique, le présent accord cadre pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

1° introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;

2° modifier l'équilibre économique du marché en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;

3° modifier considérablement l'objet du marché ;

4° avoir pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique.

Cette clause de réexamen sera mise en œuvre par une simple décision du pouvoir adjudicateur adressée par email au titulaire.

### **12.2. Objet des clauses de réexamen**

Ces clauses de réexamen pourront porter : sur le calendrier d'exécution des prestations défini lors de la réunion de lancement, les prestations attendues et livrables associés.

Les prestations attendues et livrables associés ne pourront être modifiés dans leur objet et dans leurs prix. Seules les dates de notification des bons de commande et de remise des livrables pourront faire l'objet de modifications sans que cela affecte leur bonne réalisation.

Le calendrier de réalisation des prestations défini lors de la réunion de lancement pourra être modifié sans que cela affecte la bonne réalisation des prestations.

### **ARTICLE 13 - DROIT À L'IMAGE**

La diffusion de l'image de toute personne est soumise à son autorisation préalable. Il appartiendra au titulaire d'obtenir les autorisations relatives au droit à l'image des personnes choisies pour être filmées. L'autorisation sera nécessaire :

- quel que soit le lieu public ou privé de la prise de vue ;
- quel que soit le mode de diffusion ;
- quel que soit le nombre de personnes présentes sur la photo ;
- que le visage soit reconnaissable ou non.

L'autorisation devra être recueillie par écrit et devra prévoir de manière précise le contexte et le support d'utilisation de l'image.

### **ARTICLE 14 - PROPRIÉTÉ DES LIVRABLES**

#### **14.1. Propriété intellectuelle**

Les droits de propriété intellectuelle relatifs au présent marché sont réglementés par l'article 35 du C.C.A.G.-P.I.: « *Le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché. [...] La présente cession est consentie à l'acheteur à titre non exclusif, afin d'accorder au titulaire le droit d'exploiter les résultats conformément à l'article 35.3* ».

Par résultats, sont entendus notamment et de façon non limitative :

- l'ensemble des livrables attendus au titre du marché (notes de recommandation éditoriales, livraison de fichiers source, livraison en version HD et PDF du rapport d'activité et autres supports éditoriaux, propositions créatives telles que des affiches, des flyers, des kakémonos etc.),
- l'ensemble des documents intermédiaires, et ce, quel que soit le support sur lequel ils sont adressés à l'UCANSS et quel qu'en soit le mode de transmission.

Le prix de la cession des droits est compris de façon forfaitaire dans le montant des prestations.

Le titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

Le versement des rémunérations dues aux auteurs, collaborateurs dont le titulaire s'est assuré la participation demeurent à sa charge exclusive.

#### **14.2. Connaissances antérieures**

Les connaissances antérieures sont définies par l'article 34 du C.C.A.G.-P.I.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'acheteur à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

L'acheteur n'est pas autorisé à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

#### **14.3 Droit de reproduction de la composition**

Le droit de reproduction du titulaire ne pourra faire l'objet d'une cession au profit de tiers sans l'autorisation expresse de l'UCANSS.

### **ARTICLE 15 – SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier :

- Le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit « Règlement général sur la protection des données », ci-après « RGPD » ;
- La Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Le décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 susmentionnée ;

#### **15.1. Qualification des responsabilités sur la protection des données à caractère personnel**

Les Parties reconnaissent que :

- L'UCANSS agit en tant que responsable de traitement des données collectées et traitées dans le cadre de la conception et réalisation des rapports annuels de l'UCANSS et autres supports éditoriaux ;
- Le titulaire agit en qualité de sous-traitant du responsable du traitement, au sens de l'article 4, 8°) du RGPD ;

- L'ensemble des données mis à disposition par le responsable du traitement, ainsi que l'ensemble des données qui seraient collectées et enrichies par le sous-traitant, demeure la seule propriété pleine et entière du responsable du traitement.

### 15.2. Description du traitement de données à caractère personnel

Conformément à l'article 28 relatif au « sous-traitant », alinéa 3, du RGPD, le contrat qui lie le sous-traitant au responsable du traitement définit l'objet, la durée et la finalité du traitement, ainsi que le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées par le traitement de leurs données.

Les finalité(s) du traitement sont la gestion de la conception éditoriale et artistique des rapports de l'UCANSS.

Les opérations de traitement sous-traitées réalisées sur les données à caractère personnel sont décrites à l'article II du CCTP (Objet de l'accord cadre)

Les catégories de personnes concernées par le traitement de leurs données sont les personnes ayant fait l'objet d'interviews et/ou du personnel de l'institution sécurité sociale.

Les catégories de données sous-traitées sont notamment des données d'identification et des photos

**Un document complémentaire, signé conjointement par l'UCANSS et le prestataire, devenant ainsi sous-traitant au sens du RGPD, fixera le cadre précis dans lequel le sous-traitant se verra confier une partie de ces traitements.**

**Ce document (cf modèle ci-joint) est complété par l'UCANSS dès la réunion de cadrage de la prestation avec le titulaire désigné.**

### 15.3. Obligation de confidentialité et de sécurité

Le titulaire et l'UCANSS qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'UCANSS est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'UCANSS.

Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.





Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'UCANSS aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

Le titulaire informe sans délai l'UCANSS de tout incident de sécurité affectant les données.

Le titulaire conserve et traite les données de l'UCANSS de manière séparée de ses propres données.

Le titulaire garantit que les modalités de stockage et d'échanges d'informations par mail permettent d'en assurer la confidentialité et l'intégrité. Le titulaire garantit que les supports échangés ou à connecter sur un SI de l'UCANSS n'intègrent aucun code malveillant.

Une attention toute particulière sera portée sur la protection face aux réglementations extracommunautaires susceptibles de porter atteinte à la confidentialité des données de l'UCANSS. Le titulaire garantit l'hébergement des données de l'UCANSS sur le territoire national, sauf accord de l'UCANSS et dérogation dûment motivée et précisée. A la première demande de l'UCANSS, le titulaire identifie tous les titulaires techniques hébergeant ou stockant les données et leurs copies, utilisées ou échangées en cours de marché ainsi que leur localisation. En cas de changement de localisation des données ou services, le titulaire en informe préalablement l'UCANSS.

Le titulaire garantit la destruction des données utilisées dans le cadre de la réalisation des prestations après restitution de ces dernières à l'UCANSS. Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai une copie de l'intégralité des données confiées dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai d'un mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur. Le titulaire développe toutes les mesures de sécurité qu'il propose de mettre en œuvre pour assurer l'intégrité et la continuité de l'hébergement des données.

## **ARTICLE 16 - OBLIGATION DE CONSEIL**

Le titulaire a un devoir de conseil, de recommandations et de mise en garde de l'UCANSS concernant l'ensemble des prestations de l'accord-cadre.

Les conseils, mises en garde et recommandations devront être formulés par écrit dans les documents remis à l'UCANSS lors de l'exécution de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 17 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE**



Si le titulaire du marché public envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché public, il devra en faire la demande au Directeur de l'UCANSS conformément aux dispositions des articles R2193-1 à R2193-4 du Code de la Commande Publique.

La sous-traitance de la totalité du marché public est interdite.

La sous-traitance de certaines parties du marché public est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Directeur de l'UCANSS et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, le marché public sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché public vis-à-vis de l'UCANSS.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-22 du Code de la Commande Publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R2191-3 à R2191-31 s'appliquent au marché public, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.



L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

### **Dispositions applicables aux sous-traitants :**

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un sous-traitant, le titulaire devra préciser :

- l'organisation précise de la prestation ;
- les responsabilités de chacun, titulaire et sous-traitant, le titulaire restant seul responsable vis-à-vis de l'UCANSS ;
- les références communes sur ce type de prestation.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance devra être produite à l'UCANSS, qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 34 de la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par l'UCANSS de la sous-traitance, le titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent marché public en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer à l'UCANSS.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros T.T.C., le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'UCANSS, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée à l'ordre de l'organisme au titulaire du marché public, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'organisme accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'organisme.

En cas d'accord, le titulaire du marché public joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par l'organisme au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance. Il reprend dans la facture qu'il adresse à l'organisme pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'organisme de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou

encore de la réception par l'organisme de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

## **ARTICLE 18 – SITUATION FISCALE ET SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE**

En vertu des articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, il sera demandé au Titulaire, de remettre à l'UCANSS tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou qu'il a acquitté les impôts, taxes contributions ou cotisations sociales exigibles. La liste de ces impôts, taxes, contributions et cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans l'arrêté 22 mars 2019 « fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ».
- lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants mentionnés à l'article D. 8222-5 du Code du travail :
  - Le numéro unique d'identification INSEE à jour. Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
  - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-1, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance ;
- Le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R.1263-12 et D. 8222-7 du Code du travail.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du Titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le Titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, par e-attestations, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

À défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire. Ainsi l'UCANSS pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire.

## **ARTICLE 19 – CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur (Ucanss), les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

### **19.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique**

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

### **19.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique**

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord de l'UCANSS sur la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre par une nouvelle personne morale. Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

La nouvelle société devra apporter la preuve qu'elle peut assurer la continuité de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la

régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre.

L'UCANSS est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique

## **ARTICLE 20 – RESILIATION DE L'ACCORD CADRE**

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2142-3 à R 2142-4, R 2143-3 à R 2143-4 et R 2143-16 Code de la Commande Publique et de l'article L 2195-1 à L 2195-6 Code de la Commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du Travail, il est fait application des conditions suivantes de résiliation.

Une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution de vingt jours ouvrés, est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, le marché public est résilié par l'organisme bénéficiaire, aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par une entreprise tierce à l'exécution des prestations inachevées prévues par le marché public. Dans ce cas, l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de la passation d'un marché public de substitution est à la charge du titulaire selon l'article 36.1 du CCAG-PI.

En outre, l'UCANSS pourra résilier le marché public aux torts du titulaire à tout moment et sans indemnité, si les prestations réalisées s'avéraient différentes des prestations définies dans l'offre du titulaire, par décision du pouvoir adjudicateur avec date d'effet, envoyée par email précédée d'une mise en demeure.

## **ARTICLE 21 – ASSURANCE ET RESPONSABILITE EN CAS DE DOMMAGE**

### **21.1. Assurance**

Le titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'accord-cadre l'assurance en cause et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir. Le titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Il s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande du pouvoir adjudicateur par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire, une attestation d'assurance en cours de validité couvrant sa responsabilité pour ces éventuels dommages. Dans le cas où le pouvoir adjudicateur le demande, le titulaire a l'obligation de fournir une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

Dans le cadre de son activité, le titulaire doit être en mesure de fournir les documents relatifs aux garanties financières (article L 1251-49 du Code du travail) en cas de demande du pouvoir adjudicateur.

## **21.2. Responsabilité**

Les dommages de toute natures causés au personnel et aux biens de l'UCANSS par le titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Il garantit l'UCANSS contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

## **ARTICLE 22 – CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES**

Les créances nées ou à naître dans le cadre de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-35 à R. 2191-62 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R. 2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur Comptable et Financier de l'organisme bénéficiaire ou son représentant habilité.

## **ARTICLE 23 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE**

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, des pénalités d'un montant égal à 5 % du montant hors taxes du marché (montant consommé par l'organisme) lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

L'UCANSS informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoindra aussitôt de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'UCANSS la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.



L'UCANSS transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informera d'une absence de réponse.

À défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'UCANSS, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par le marché ou résilier le contrat sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 24 - DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES**

Soucieuse de limiter l'impact environnemental de ses achats, l'UCANSS intègre dans le présent CCAP des dispositions environnementales visant à favoriser le caractère écoresponsable des prestations réalisées dans le cadre du présent marché.

Il est attendu que le titulaire :

- favorise les déplacements en transport en commun, notamment en train. Les déplacements en avion doivent être exceptionnels ;
- privilégie les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence) ;
- prévoit une extinction complète des systèmes d'éclairage dans les bureaux aux horaires non travaillés ;
- met en place une politique numérique écoresponsable (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des courriels et envois raisonnés).

## **ARTICLE 25 – REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de Procédure Civile.

Si les parties décident de ne pas recourir à l'arbitrage, les tribunaux judiciaires seront seuls compétents.

Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution de l'accord-cadre est le Tribunal judiciaire de Paris.

Si le titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

## **ARTICLE 26 – LANGUE**

Tous les documents, fiches techniques, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.



## **ARTICLE 27 – PRESTATIONS SIMILAIRES**

En application de l'article R 2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire.

Lorsqu'un tel marché est passé, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

## **ARTICLE 28 – DEROGATIONS AU CCAG-PI**

Les dérogations au CCAG-PI concernent les points suivants :

Articles du CCAP	TITRE	Articles du CCAG-PI auquel il est dérogé
4	Pièces constitutives de l'accord-cadre	4.1
5.4	Remplacement du chef de projet	3.4.3
6	Validation des prestations	26.2, 27.1, 27.2, 27.3
8	Révision des prix	10.2.3
10	Pénalités de retard	14
14	Sécurité et protection des données personnelles	5.2
20	Résiliation	29
25	Règlement des litiges	43.5